

1^{er} novembre 2014

Lendemain du début du commencement de la riposte anti-austérité Pour une Offensive syndicale qui embarque sur la patinoire

Quelques dizaines de milliers de personnes, à Montréal et dans plusieurs autres villes, manifestant contre l'austérité dans un esprit Printemps érable, voilà qui inaugure bien la riposte populaire d'autant plus que s'annoncent deux relais mobilisateurs proprement syndicaux dès le mois de novembre. Chapeau aux associations étudiantes membres de l'ASSÉ qui ont fait grève, ce qui a permis une ample manifestation bonifiant des contingents populaires et syndicaux plus modestes mais significatifs. Ce fut le relais du Printemps érable au front social anti-austérité.

Une fois réalisé le plein des grandes manifestations, si tout va bien ce qui requerra le travail acharné des militantes, viendra l'étape gréviste absolument nécessaire pour contraindre le gouvernement. Face aux grandes manifs, les gouvernements ont appris depuis longtemps à faire le dos rond. Le grand syndicat du CHUM a mis sur la table, pour y arriver, une proposition de « journée de perturbation » qui cependant n'est pas encore sur l'échéancier ni de la FSSS ni du Front commun. Le conseil fédéral de la FSSS du début décembre sera une occasion de le faire.

Le but de cette escalade mobilisatrice qui vient de débiter ne peut être que cette « grève sociale », à laquelle le Printemps érable n'est pas parvenu d'où sa conclusion douce-amère, amenée sur le tapis il y a une dizaine d'années sur la base de la journée de perturbation du 11 décembre 2003. Même si on sait que sa forme est encore à inventer dans le feu de l'action et des discussions, on sait qu'elle sera un amalgame de manifestations à la mode du Printemps érable, de blocages de moyens de transport comme en 2003 et, last but not least, de grèves-occupations comme l'ont fait les travailleurs de l'ALCAN-Arvida au début de 2004.

Voilà de quoi alimenter les débats d'Offensive syndicale dont voici ci-contre le dernier échantillon dans lequel sont soulignés les obstacles de la pesanteur des idées de droite sur la conscience des travailleuses et travailleurs et l'inertie de la bureaucratie syndicale. (Les participantes autre que moi sont identifiées par des pseudonymes).

Marc Bonhomme, 1er novembre 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Bonjour

Comme le montre le dernier sondage CROP de la fin septembre, malgré la colère suscitée par les coupures (et l'appui aux politiques pro-pétrole et belliciste du gouvernement Harper), les Libéraux gardent la confiance du public malgré une érosion de leur intention de vote. L'entente avec les médecins montrerait qu'ils s'en prennent aussi aux riches, la loi 3 aux syndiqués soi-disant "gras durs" et la loi 10 aux cadres aux gros salaires qui se protègent en coupant les services publics. Qu'importe que la rémunération des médecins ait augmenté de 67% de 2008 à 2013 et qu'ils auront au-delà de la moitié de leur magot d'ici 4 ans, que les exemplaires régimes des pensions des travailleurs municipaux fassent les frais de la rapacité des banques et consortes sauvées de la banqueroute à coups de billions par l'État tout en s'enrichissant par la dette publique et par les baisses d'impôt sur les profits, et que la chaise musicale des reclassifications et retraites dorées des cadres renforcera le centralisme étatique facilitant les coupures.

Les Libéraux auront su mystifier l'opinion publique le temps, espèrent-ils, de vaincre les syndicats du secteur public, et leurs alliés populaires, les seuls capables d'empêcher la valse des coupures. Comme l'ont exigé les militantes de la FSSS réunies à Rivière-du-Loup il y a quelques jours, il faut

moins de littérature visant l'interne et plus d'information sur les coupures visant le grand public... et surtout plus d'action comme celle de la Cité de santé de Laval. À mon avis, ce message vaut aussi pour OS. Une assemblée publique s'adresse d'abord aux convertis tandis qu'un site web informateur, ouvert aux débats, mobilisateur, transparent et vivant, des distributions de tracts ou pamphlets et des interventions dans les réunions syndicales sont tournés vers l'extérieur.

OS va-t-elle miser sur la proposition de journée de perturbation du SECHUM en lui donnant toute l'importance voulue sur son site web/facebook, par un tract et par des interventions aux assemblées syndicales, le tout dans la perspective de grève sociale ? La manif du 31 octobre de la Coalition mains rouges serait une bonne occasion pour distribuer ce tract (et d'avoir une bannière si possible). Il faut se rappeler que cette manif est la seule chose concrète à se mettre sous la dent jusqu'à nouvel ordre. Je n'ai rien contre des assemblées publiques sur l'austérité à condition que ça ne devienne pas du tournage en rond pour retarder le moment d'aller sur les barricades.

Il me semble que le président de la CSN s'est fait du facile capital politique en invitant à aller à cette manif qui aura lieu un vendredi à 11.00. À la réunion de la FSSS à Rivière-du-Loup dont le sujet était les négos et le plan d'action, il n'en aurait même pas été question. Mais le président de la CSN passera pour le champion de l'alliance syndicale-populaire et les syndiquées comme celles qui n'étaient pas au rendez-vous. Et pourquoi diable la Coalition mains rouges fait-elle une manif l'avant-midi d'un jour de semaine ? J'espère qu'il y aura au moins quelques milliers et non quelques centaines de manifestantes. [...]

À cette réunion, le SECHUM a distribué un papier faisant part de sa proposition de journée de perturbation mais sans faire d'intervention au micro. Dommage. Il y aura une prochaine rencontre sur le plan d'action où il pourra se reprendre. Les syndicats de la santé de Gatineau et un autre (de la région de Québec ?) ont fait des amendements renforçant le volet forfaitaire des augmentations salariales, ce qui bénéficierait aux bas-salariées. Mais ils étaient les seuls. La proposition du SECHUM d'une augmentation annuelle de 8% au lieu de 4.5% me paraît de la surenchère gauchiste (tout comme d'ailleurs la proposition d'OS d'une diminution du temps de travail décrochée des préoccupations à la base). Pendant ce temps, la direction du Front commun, dont celle de la FSSS, refuse toute nouvelle proposition à incidence monétaire qui ne concerne pas la question salariale considérée comme la priorité des priorités. Reste qu'il ne faut pas, par effet de miroir inversé, rejeter de A à Z cette question salariale à laquelle les bas salariées accordent une grande attention tellement le retard par rapport aux syndiqués du privé et des fonctions publiques fédérale et municipale est important.

[...]

Solidairement

Marc Bonhomme, 6 octobre 2014

Le Conseil fédéral extraordinaire de la FSSS-CSN, vendredi dernier, a adopté un plan d'action qui promet une hausse de la mobilisation à partir de novembre. Il invite à participer à la manif de la Coalition mains rouges du 31 octobre tout en déplorant, avec raison, que ce soit un jour de semaine. Il prévoit des « perturbations » régionales et locales à l'exemple de la manif impromptue de Gatineau où environ 80 syndiquées de la FSSS, de l'APTS et de la FIQ (non membre du Front commun) ont confronté le ministre Barrette la même journée que celle de la tenue du Conseil. Surtout, « *[I]a FSSS-CSN mobilise ses syndicats et leurs membres pour participer aux manifestations déjà prévues des prochaines semaines, notamment les 9 et 29 novembre* » (Le Devoir, 18/10/14), la première en appuie aux travailleuses de garderie. À noter que ces deux manifestations ayant lieu un jour de fin de semaine, elles pourraient être les point d'orgue du plan d'action si la mobilisation est au rendez-vous.

Ce plan intègre la proposition du SECHUM d'une journée nationale de perturbation mais sans échéance, l'amendement d'une date en novembre provenant d'un syndicat de Laval ayant été défilé car la majorité des délégués estimaient que c'était trop tôt pour le travail de mobilisation à faire. (À remarquer que la FNEEQ aurait pris une décision dans le même sens.) De facto, la décision en revient à la direction qui pourrait s'asseoir dessus à moins qu'une autre assemblée générale, par exemple le Conseil fédéral régulier du début décembre, lui pousse dans le dos. Ce sera d'autant plus facile que les mobilisations de novembre auront été un succès. Reste qu'il appert qu'il n'y aura pas de grande mobilisation nationale avant la fin de l'année à moins que les manifs des 9 ou 29 novembre se haussent à ce niveau.

Somme toute, les plaques tectoniques commencent à bouger lentement. Il ne semble pas que jusqu'ici Offensive syndicale ait joué un rôle quelconque même modeste. Il me semble qu'il faudrait commencer en mobilisant par un tract et des interventions aux assemblées pour les actions de novembre. (Pour le 31/10, il est sans doute trop tard.)

Ce tract pourrait d'abord dénoncer les coupures en cours et à venir, et non pas mettre l'accent sur la loi 10, à mentionner en passant, dont l'hyper-centralisation visée pour mettre les cadres au pas est de l'ordre des moyens et est en plus compliqué à expliquer en ce qui a trait aux liens avec les coupures. En plus d'appeler concrètement aux mobilisations de novembre (et de participer aux mobilisations du « grand dérangement » de la Coalition « libres négociations »), le tract devrait expliquer la journée de perturbation appelé par le SECHUM et demander qu'elle soit mise à l'ordre jour du Conseil fédéral régulier du début décembre, qui doit durer 5 jours, pour fixer une date. Il n'est pas interdit non plus de suggérer la discussion d'une manifestation monstre un jour de fin de semaine si les manifs de novembre n'ont pas donné les résultats escomptés. Finalement, le tract pourrait, comme le fait je crois la résolution du SECHUM, avancer tout aussi concrètement la perspective d'une « grève sociale » en donnant les exemples des blocages de routes et de ports du 11 décembre 2003, de la grève-occupation de l'ALCAN-Arvida au début de 2004, des grandes manifestations du Printemps érable et même des occupations de postes de radio et de villes du Front commun de 1972 qui en sont tous des ingrédients.

L'inertie et le freinage des bureaucraties syndicales et populaires est certainement le grand obstacle à surmonter pour atteindre un rapport de forces permettant de vaincre l'austérité de la bourgeoisie soutenue par les Libéraux et les deux partis d'opposition, même si c'est alambiqué de la part du PQ. Il ne faudrait cependant pas gâcher la sauce par un gauchisme réactif comme par exemple proposer une « *une grève illimitée au printemps 2015* » (Réflexions socialistes, automne 2014, par Presse-toi-à-gauche, 14/10/14). Il faut savoir distinguer la réalité étudiante de 2012 de celle syndicale de 2014 quitte à s'ajuster si un saut qualitatif survient. Il faut certes tirer les choses par en avant mais encore faut-il être visible. On peut souhaiter qu'« *une alliance nationale anti-austérité organisée par la base du mouvement syndical* » soit la voie royale à suivre, mais cette voie n'est pour le moment que virtuelle tandis que celle « *des mouvements sociaux aux syndicats* » de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics est réelle même si elle « *donne des résultats très mitigés.* » suite justement au blocage des bureaucraties syndicales que devra aussi vaincre Offensive syndicale. Reste que la campagne des 10 milliards de nouvelles recettes fiscales de la Coalition mains rouges est exemplaire en termes de revendications crédibles qui poussent les gens en avant.

Marc Bonhomme, 19 octobre 2014

Bonjour,

Concernant le débat gauche droite. Je crois que OS ne devrait pas tomber dans le piège des débats gauche-droite. En prenant parti pour la gauche, nous dénaturisons l'essence du syndicalisme qui doit faire abstraction de ces débats qui ne font que diviser la solidarité des

travailleurs. Il existe autant sinon plus de travailleurs, syndiqués ou non, qui sont de ladite droite. Ce serait un manquement grave au devoir de représentativité.

Utiliser les syndicats pour autre chose que la défense des travailleuses et travailleurs est une déviation de sa raison d'être de la base. Cette prise en otage de sa puissance déviée vers un autre but. Ce qui donne de toute évidence une faiblesse dans ces actions. Les citoyens peuvent, et avec raison, se demander de quoi se mêle les syndicats? Ils ne sont pas mandatés pour de tels débats sociaux et politiques.

Selon moi, il faut revenir à la base et mousser les droits, la protection et l'avancement des travailleurs et travailleuses, syndiqués ou pas. Et tasser pour l'instant cette prise en charge de la gauche et la politique.

Paul, 20 octobre 2014

Bonjour

Comme le dit justement Paul, les syndicats existent pour "mousser les droits, la protection et l'avancement des travailleurs et travailleuses, syndiqués ou pas." C'est là une politique de gauche. Mais il est vrai que la majorité des travailleurs, le moment des élections venu, votent pour des partis de droite, PQ compris qui au pouvoir a été un grand spécialiste des lois spéciales. Méchante contradiction qui révèle la force des idées de droite dans la société depuis l'avènement de l'ère néolibérale au début des années 1980. D'où la crise, mondiale comme québécoise, du mouvement syndical. Comment résoudre cette contradiction ? Répandre les idées de gauche tout en luttant contre celles de droite et, last but not least, susciter une mobilisation contre l'austérité et la guerre laquelle mobilisation reste la meilleure école de gauche.

Marc Bonhomme, 23 octobre 2014

[...]

Le problème Marc,

C'est que les travailleurs et travailleuses sont tellement étouffés par les taxes de toute sorte qu'ils et elles croient que les mesures d'austérité feront diminuer leur fardeau fiscal et qu'ils et elles pourront enfin joindre les 2 bouts.

Je pense qu'il est important que la population comprenne que ces mesures se font et se feront toujours sur son dos, le poids de l'économie capitaliste et néolibérale reposera toujours et encore sur le gagne-petit, celui que les grandes richesses exploitent pour maintenir son rythme de vie. C'est encore plus vrai aujourd'hui que ça ne l'a jamais été.

Diane, 24 octobre 2014

Allo Diane

D'un côté, les travailleuses et travailleurs sont écrasés par les taxes, les remboursements hypothécaires et pour autres dettes, les contributions croissantes à leurs fonds de retraite dont les prestations deviennent aléatoires selon les performances du marché et les lois arbitraires...

pendant que leurs salaires stagnent compte tenu de l'inflation, que leurs emplois se précarisent et que les conditions de travail se détériorent. Sans oublier le Québec que le patronat et ses partis veulent transformer en royaume du pétrole sale et ce fédéralisme guerrier qui enrage des jeunes se désespérant de rester dans la marginalité toute leur vie. De l'autre, travailleuses et travailleurs sont matraqué-e-s par les idées de droite, parmi lesquelles on trouve l'idée que l'austérité permettra de baisser leur fardeau fiscal alors que ce sont les baisses d'impôt des revenus élevés, des gains de capitaux, des profits et du capital qui causent l'austérité (voir dans Le Devoir du 27/10/14 le résumé du mémoire de la CSN à la commission de la fiscalité à <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/422152/commission-d-examen-sur-la-fiscalite-quebecoise-un-plaidoyer-pour-la-solidarite>)

Si on s'arrête là, ne reste plus aux militant-e-s qu'à accrocher leurs patins. On peut cependant contrer les idées de droite. Admettons toutefois que nos petits moyens font piquette face aux monopoles médiatiques, à l'industrie du divertissement et à la culture scolaire quoique les contradictions au sein de ces organisations et entre elles permettent par ci par là l'expression d'idées alternatives comme l'article cité dans Le Devoir ou les cours des profs critiques ou des prestations culturelles contestataires comme celles des Zapartistes. Admettons aussi que même les petits moyens d'information de gauche comme L'Aut'Journal et Presse-toi-à-gauche ne sont pas eux-mêmes sans contradiction parce qu'ils sont liés au PQ dans le premier cas et à la direction de Québec solidaire dans le deuxième cas. Difficile par exemple pour ces deux médias de gauche de critiquer régulièrement et à fond la bureaucratie syndicale, sauf les occasionnels coups de gueule quand la coupe déborde, que les directions péquiste et solidaire veulent se ménager alors que cette bureaucratie est le goulot d'étranglement empêchant l'organisation d'une riposte conséquente contre l'austérité.

Mais il y a la cruelle réalité d'une exploitation et d'une oppression qui ne cesse de s'appesantir. Elle est en mesure d'ouvrir les yeux même de ceux et celles aveuglé-e-s par les pires idées de droite. Cette réalité provoque des colères et de la détermination comme par exemple chez les étudiant-e-s lors du Printemps érable ou chez les syndiqué-e-s qui ont bloqué routes et ports le 11 octobre 2003. Les événements qui choquent et qui ont le potentiel de déclencher une riposte de grande envergure se multiplient. Offensive syndicale doit être à l'affût de pareilles moments et faire de son mieux pour contribuer à leur émergence. J'ai déjà à cet égard fait certaines propositions très concrètes et me semble-t-il réalisables avec les forces actuelles, par exemple sur cette liste de discussion le 19 octobre (Pour une Offensive syndicale qui embarque sur la patinoire). Reste la construction de directions syndicales locales, intermédiaires et nationales qui soient combatives et démocratiques pour qu'elles ne soient pas des éteignoirs de ces rares et merveilleux moments d'unité combative. Offensive syndicale peut aussi y contribuer surtout pour le moment au niveau local d'autant plus qu'on ne part pas à zéro à ce niveau.

Marc Bonhomme, 28 octobre 2014